

CADRE LOGIQUE DU PROJET GOLD

Intitulé du Projet

Gouvernance pour le développement local (GOLD)

Date : Exercice 2016 - 2020

Si la capacité des acteurs de la gouvernance locale à gérer et à mobiliser les ressources municipales efficacement et de manière concertée est renforcée, alors la prestation des services va s'améliorer.

Résumé	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
Objectif : gouvernance locale efficace renforcée	1. Score de la mesure de la gouvernance au niveau local dans les secteurs des services ciblés (indicateur personnalisé ; à l'aide du GGB) a. Santé b. Éducation c. EAH d. Sécurité alimentaire 2. Nombre d'entités locales ayant reçu une aide du Gouvernement américain qui permet d'améliorer leurs performances (Standard 2.2.3-5) 3. Évolution du pourcentage du montant des ressources allouées aux services sociaux de base prioritaires des CL (réparties entre la Santé, l'Éducation, la Sécurité alimentaire, EAH) (indicateur personnalisé) 4. Nombre de politiques publiques mises en place, adoptées, abrogées, changées ou mises en œuvre en accord avec le point de vue des citoyens (indicateur standard - 2.4.1 12)	• Rapports d'évaluation • Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visite sur le terrain • GGB • Données du Gouvernement du Sénégal • Enquêtes	• La mission est en mesure de mobiliser des ressources pour soutenir les activités de programme GOLD. • La deuxième phase de l'Acte III de la décentralisation adoptée et promulguée. • Les élections de 2017 ne changent pas les plans du gouvernement en matière de décentralisation. • Les acteurs du secteur public maintiennent leurs engagements malgré les élections de 2017. • La situation en Casamance est suffisamment stable pour permettre la mise en œuvre des activités. Pour les services de santé : • Il existe une forte volonté politique pour adopter des réformes dans le secteur de la santé qui vont renforcer davantage les capacités institutionnelles. • Le Gouvernement du Sénégal continuera à donner la priorité à la CMU qui permet de soutenir les populations vulnérables et pauvres et d'assurer un meilleur accès aux services de santé. • Le plan du Gouvernement du Sénégal en matière de décentralisation dans le secteur de la santé sera mis en œuvre par : la signature du Décret de répartition des services 7, la réforme des districts et la création de directions régionales.

			- Le ministère de la Santé (MS) fournira une assistance technique aux bénéficiaires régionaux des sous-financements pour leur permettre de s'attaquer aux indicateurs non performants. - La capacité du MS continuera.
Résultat 1 : Capacité des collectivités locales à répondre à la demande accrue des citoyens	- Pourcentage des structures gouvernementales décentralisées qui génèrent, gèrent et exécutent des fonds pour la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et EAH (indicateur personnalisé) - Augmentation du taux de la contribution des structures gouvernementales locales allouée et dépensée pour la santé, l'éducation et les services EAH (indicateur personnalisé) <i>Nombre de jeunes non scolarisés soutenus par le projet et qui réintègrent le système formel*</i> <i>Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable améliorée*</i> <i>Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ; taux de mortalité néonatale ; taux de mortalité maternelle ; indice synthétique de fécondité ; prévalence du VIH ; prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans*</i>	- Examen des rapports des partenaires d'exécution - Rapports de visite sur le terrain - Données du Gouvernement du Sénégal - Données d'autres bureaux sectoriels	- Le transfert de fonds aux CLS augmente, même si ce n'est que progressivement. - La rapidité du transfert des fonds s'améliore, même si ce n'est que progressivement. - Le niveau d'engagement constaté au cours de voyages et des évaluations de la conception sur le terrain est soutenu parmi au moins les CL sélectionnées qui peuvent servir de modèle aux autres CL cibles.
Sous-résultat 1.1: Capacités d'animation des conseillers des CL en tant qu'élus renforcées	- Pourcentage de responsables locaux qui ont suivi la formation requise sur leurs rôles tels qu'ils sont définis par le Gouvernement du Sénégal (indicateur personnalisé) - Nombre de CL qui tiennent régulièrement des réunions avec des groupes de la société civile/associations pour discuter des questions de santé, d'éducation, d'EAH et de sécurité alimentaire et de performance (indicateur personnalisé)	- Données de l'administration locale - Examen des rapports des partenaires d'exécution	

Sous-résultat 1.2 : Capacités organisationnelles renforcées (processus de planification, de budgétisation et de mise en œuvre) des structures gouvernementales décentralisées	3. Nombre de personnes ayant reçu une formation appuyée par le Gouvernement américain, notamment sur les compétences de gestion et la gestion financière, pour le renforcement de l'administration locale et/ou de la décentralisation (Indicateur Standard- 2.2.3-1) 4. Nombre de structures gouvernementales locales ayant reçu la formation appuyée par le Gouvernement américain, notamment sur les compétences de gestion et la gestion financière, pour le renforcement du système de gouvernance locale (indicateur personnalisé) 5. <i>Nombre d'administrations locales qui possèdent les compétences techniques nécessaires pour la planification et la fourniture des services d'eau et d'assainissement</i> (indicateur personnalisé)* 6. Nombre d'administrations locales dans les régions ciblées qui ont accédé à un financement pour la fourniture des services d'eau et/ou d'assainissement (indicateur personnalisé) 7. Nombre de : ○ comités de gestion scolaire ○ comités de gestion de la santé ○ associations d'usagers de l'eau ○ opérateurs de la gestion de l'eau ○ exploitants des RN qui ont appliqué les nouvelles pratiques de gestion suite à l'aide reçue du Gouvernement américain (indicateur personnalisé) 8. Nombre de comités de gestion qui ont suivi le renforcement des capacités en matière de mobilisation de leurs circonscriptions respectives (indicateur personnalisé) 9. Nombre de structures gouvernementales locales/quartiers ayant tenu des réunions de planification trimestrielles dans les secteurs de la santé, d'EAH, de la sécurité alimentaire, de l'éducation (indicateur personnalisé)	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visite sur le terrain • Données Gouvernement du Sénégal • Données d'autres bureaux du secteur	
--	--	--	--

Sous-résultat 1.3 : Gestion des finances publiques et contrôle des dépenses publiques améliorés	1. Nombre de structures gouvernementales locales ayant reçu une formation assistée par le Gouvernement américain sur la gestion budgétaire transparente pour le renforcement du système de gouvernance locale (indicateur personnalisé) 2. Nombre de CL disposant de plans de financement pour la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et les services EAH (indicateur personnalisé) 3. Capacités renforcées des ASUFOR à gérer les services d'eau (indicateur personnalisé) 4. Nombre de Comités de Santé qui élaborent et mettent en œuvre un plan d'action chiffré pour superviser la fourniture des services de santé aux niveaux communautaire et des structures (indicateur personnalisé)	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données du Gouvernement du Sénégal • Données d'autres bureaux du secteur	
Sous-résultat 1.4 : Sources de revenus propres des CL accrues	5. Nombre de gouvernements sous-nationaux ayant reçu une aide du Gouvernement américain pour augmenter leurs propres sources de revenus annuels (Indicateur Standard - 2.2.3-6) 6. Pourcentage des structures gouvernementales décentralisées qui génèrent et exécutent des fonds propres pour la santé, l'éducation, EAH et la sécurité alimentaire	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données du Gouvernement du Sénégal	

Sous-résultat 1.5 : Les activités de l'USAID sont mieux intégrées dans la planification et la budgétisation des CL	1. Pourcentage des plans de travail des Partenaires d'Exécution de l'USAID dans la zone ciblée, reflétés dans les plans de développement communal des CL partenaires (indicateur personnalisé) 2. Pourcentage de réunions de planification du développement local animées par les CL elles-mêmes (indicateur personnalisé)	• Données d'autres bureaux du secteur	
Résultat 2 : Environnement favorable à la gestion comptable et la collecte des ressources publiques amélioré	1. Nombre de mécanismes de responsabilité fonctionnels soutenus par le Gouvernement américain, introduits, qui favorisent les commentaires des citoyens et la réponse du gouvernement (indicateur personnalisé) 2. Nombre de messages médiatiques destinés à la sensibilisation des citoyens et la promotion de l'utilisation des services de base fournis (répartis entre les secteurs de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de l'EAH ; Indicateur personnalisé) 3. Pourcentage de campagnes collectives¹ menées au nom des citoyens qui permettent de renforcer efficacement la sensibilisation du public (indicateur personnalisé) 4. <i>Nombre de campagnes de sensibilisation organisées par les ONG et les OSC sur les questions de l'accès et du maintien des élèves de l'enseignement moyen*</i>	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données du Gouvernement du Sénégal • Données d'autres bureaux du secteur	• Le transfert de fonds aux CLS augmente, même si ce n'est que progressivement. • La rapidité du transfert des fonds s'améliore, même si ce n'est que progressivement. • Le niveau d'engagement constaté au cours de voyages et des évaluations de la conception sur le terrain est soutenu parmi au moins les CL sélectionnées qui peuvent servir de modèle aux autres CL cibles. • Ouverture de l'administration locale pour relever le défi de la transparence et coopérer avec les OSC. • Les partenaires d'exécution utilisent des outils et des méthodologies qui sont adoptés et obtiennent l'adhésion de la société civile et des autorités locales. • D'autres partenaires au développement continuent de coordonner plutôt que d'essayer des procédures parallèles dans les mêmes régions. • Les opérateurs du secteur privé sont prêts à changer leurs pratiques de gestion et de fonctionnement

¹ "Campagnes collectives" signifient les campagnes, y compris les activités de plaidoyer et de sensibilisation, qui découlent ou sont conduites grâce à un partenariat entre la société civile et des groupes gouvernementaux ou entre plusieurs organisations de la société civile. Cet indicateur porte sur la qualité des campagnes plutôt que sur leur nombre. Voir la définition pour plus de détails.

Sous-résultat 2.1 : Opportunités pour les acteurs (gouvernement, organisations non gouvernementales, donateurs, etc.) à engager un dialogue sur les besoins publics améliorés	5. Nombre de mécanismes de coordination multisectoriels mis en place et fonctionnant au niveau de la communauté tenus avec l'aide du Gouvernement américain (Indicateur personnalisé) 6. Nombre de communautés qui organisent régulièrement des réunions pour discuter des questions de santé, d'éducation, d'EAH et des données sur la nutrition, et sur les performances (indicateur personnalisé) 7. Nombre d'organisations financées par le Gouvernement américain, représentant des circonscriptions marginalisées qui essayaient d'influer sur la politique du gouvernement ou de procéder au contrôle du gouvernement (Indicateur standard - 2.4.1-11) 8. <i>Nombre accru d'organisations de la société civile/communautaires intervenant dans le domaine de la sensibilisation sanitaire</i>	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données de l'administration locale	
--	--	---	--

Sous-résultat 2.2 : Mécanismes de responsabilité sociale pour la transparence de la prestation de services renforcés	1. Nombre d'événements de dialogue multipartite tenus sur le processus de gouvernance locale (indicateur personnalisé) 2. Nombre de mécanismes de contrôle externe de l'utilisation des ressources publiques soutenus par une aide du Gouvernement américain (Indicateur Standard - 2.2.4-4) 3. Pourcentage des communautés ciblées utilisant des outils et des méthodologies de responsabilité sociale pour contrôler : • la qualité des services de soins de santé • la qualité des services éducatifs • la qualité des services EAH • la sécurité alimentaire (indicateur personnalisé) 4. Nombre d'OSC qui collectent et publient des données sur le suivi des engagements du gouvernement (indicateur personnalisé) Exemples d'indicateurs spécifiques aux secteurs : 1. <i>Nombre/pourcentage des établissements affichant des données sur les services de santé, notamment sur les rôles et les responsabilités des agents de santé et les coûts</i> 2. <i>Augmentation du pourcentage des communautés qui organisent régulièrement des réunions pour discuter des données et des questions de santé, des performances des établissements</i>	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données des administrations locales	
---	---	--	--

Résultat 3 : Participation communautaire à la gestion de la prestation de services (santé, éducation, EAH, agriculture) renforcée	1. Nombre de comités de gestion qui élaborent et mettent en œuvre un plan d'action pour superviser la prestation de services au niveau communautaire et des établissements (indicateur personnalisé, répartis entre les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'EAH, et de l'agriculture) 2. Nombre de mécanismes locaux soutenus avec l'aide du Gouvernement américain pour permettre aux citoyens d'engager leur administration sous-nationale sur la prestation et la performance des services de santé, éducatifs, agricoles, EAH (indicateur personnalisé) 3. Nombre d'OSC engagées dans les méthodes de contrôle de la responsabilité sociale et le plaidoyer (indicateur personnalisé) 4. Pourcentage des organisations féminines et de jeunes impliquées dans les processus budgétaires et le travail de plaidoyer sur la prestation des services (indicateur personnalisé) <i>Exemples d'indicateurs sectoriels :</i> 1. <i>Pourcentage de cases de santé transférées à la gestion communautaire *</i> 2. <i>Nombre de salles de classe construites par les communautés *</i> 3. <i>Nombre de structures de genre construites, réhabilitées, entretenues par les communautés ; par exemple, écoles, espaces ouverts *</i>	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données du Gouvernement du Sénégal • Données d'autres bureaux sectoriels	• Ouverture de l'administration locale pour relever le défi de la transparence et coopérer avec les OSC. • Les partenaires d'exécution utilisent des outils et des méthodologies qui sont adoptés et obtiennent l'adhésion de la société civile et des autorités locales. • D'autres partenaires au développement continuent de coordonner plutôt que d'essayer des procédures parallèles dans les mêmes régions • Les communautés sont prêtes à mobiliser des fonds et des intrants pour les connexions et d'autres infrastructures ; • Coordination suffisante des donateurs pour un dialogue efficace sur les politiques et la fourniture de l'AT/formation essentielle au Gouvernement du Sénégal
---	---	--	---

Sous-Résultat 3.1 : Compétences des OSC à mener une action collective pour répondre aux besoins² publics prioritaires renforcées	1. Nombre d'acteurs civiques ayant terminé la formation technique (notamment sur l'analyse et plaidoyer) (indicateur personnalisé) 2. Nombre des OSC ayant renforcé les capacités organisationnelles internes à l'aide des ressources du Gouvernement américain (indicateur personnalisé)³ 3. Nombre des OSC engagées dans la planification stratégique et l'analyse budgétaire (indicateur personnalisé) 4. Nombre des OSC soutenues par le Gouvernement américain et engagées dans l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire ou le plaidoyer EAH (indicateur personnalisé)	• Examen des rapports des partenaires d'exécution • Rapports de visites de terrain • Données de l'administration locale	
--	---	---	--

** Exemples d'indicateurs de résultats de la prestation de services sectoriels (le projet entend contribuer à ceux-ci, mais non prendre la responsabilité totale de les atteindre)*

² Les compétences visées ici sont principalement analytiques et concernent la conduite des activités de plaidoyer.

³ La capacité organisationnelle mesurée sur une échelle standard approuvée par l'USAID, comme le cadre d'Évaluation de la capacité organisationnelle.